

Faculté de Droit, des Sciences Économiques et Sociales

Lille 1 - Cité Scientifique -Bâts SH2 et SH3 59655, Villeneuve d'Ascq Cedex, www.univ-lille1.fr



RAPPORT DE PROJET

Conférence-débats sur le thème : « La coopération, c'est Nord-Sud ou Sud-Nord ? Les acteurs de l'inter culturalité face aux idées reçues »

Présenté par :

Gbati Kossi AGBO Fara Émile TENGUIANO Nathaniel MBAINAREM Rakiatou S. TCHASSAMA

Avril 2011









Liste des acronymes

ALTAÏR	Association loi 1901 créée par des élèves ingénieurs de l'ISARA
CIEDEL	Centre International d'Etudes pour le Développement Local
IPC	Ingénierie des Projets de Coopération (Master sciences économiques et managements internationaux de l'Université de Lille1
ISARA	Institut Supérieur d'Agriculture de Rhône-Alpes
RESACOOP	Réseau d'Appui aux acteurs de la coopération en Rhône-Alpes









Introduction

Le présent rapport est la synthèse des grandes étapes de la réalisation du projet de conférence sur le thème : « La coopération, c'est Nord-Sud ou Sud-Nord ? Les acteurs de l'inter culturalité face aux idées reçues » organisée à Lyon le 29 mars 2011 dans les locaux de l'Institut des Sciences Agronomiques de Rhône-Alpes (ISARA, Lyon). Ce projet s'inscrit dans le cadre pédagogique des modules du Master IPC-Lille1 dans lequel nous sommes inscrits.

Aussi, le rapport qui en résulte porte d'une part sur la méthodologie de mise en œuvre du projet (l'émergence de l'idée, sa formalisation, les ressources mobilisées et le résumé de la soirée), les difficultés rencontrées et, d'autre part, sur les leçons tirées de sa réalisation.

I- Méthodologie de réalisation

1- Emergence et formalisation de l'idée

> Un thème au cœur de l'actualité de la coopération décentralisée

Le diplôme IPC-Lille1 est orienté sur des questions de coopération en général, et particulièrement sur celles des relations partenariales entre collectivités territoriales, relations connues sous l'appellation « coopération décentralisée ». Dans le processus pédagogique de validation de ce diplôme, il est demandé aux étudiants, organisés en groupe, de concevoir et réaliser un projet s'inscrivant dans le domaine de la coopération susmentionnée. Ainsi, pour le groupe que nous avions constitué (4 étudiants), l'idée de base était d'organiser une conférence-débat autour d'un des thèmes d'actualité de la coopération décentralisée. La première synthèse des propositions de thèmes enregistrées faisait apparaître un fort intérêt – de la part de la majorité des membres du groupe – pour les questions de renforcement des capacités des collectivités territoriales du Sud, notamment celles de l'appui institutionnel qui est de plus en plus utilisé comme mode de coopération entre ces collectivités et leurs homologues du Nord.

Cependant, notre envie de creuser la question avec des acteurs rhônalpins engagés dans des actions de coopération décentralisée avec des collectivités territoriales du Sud, devait se heurter à une contrainte de taille : la mobilisation des moyens (aussi bien matériels qu'humains) pour sa réalisation. Car, aussi pertinente qu'elle était (pour nous), la thématique autour de laquelle se dégageait notre consensus, paraissait encore trop technique, et surtout quelque peu décentrée des intérêts des différentes opportunités de partenariat qui s'offraient à nous pour la réalisation d'un tel projet. D'où la nécessité d'une redéfinition pour mieux répondre aux opportunités de partenariat disponibles, notamment celui que nous proposait l'association Altaïr de l'Institut des Sciences Agronomiques de Rhône-Alpes.









De l'appui institutionnel à l'inter culturalité : pour faire « efficient » !

Des premiers échanges avec l'association Altaïr, il ressortait que parmi les grands questionnements des étudiants d'ISARA, ceux sur la coopération internationale (dans ses modes et pratiques) tenaient une grande place. En effet, dans le cursus de formation d'ISARA, la question de l'inter culturalité est inscrite comme stratégie favorisant l'ouverture des étudiants sur le monde en général, et sur les pays du Sud en particulier où, ceux-ci sont parfois associés à des actions humanitaires et/ou de solidarité. Or, cette ouverture est une interaction entre deux ou plusieurs acteurs dont les représentations sont tout, sauf homogènes. De ce fait, on est en présence d'une diversité d'interprétations et de représentations de la coopération et/ou de la solidarité internationale. Une diversité le plus souvent fonction des intérêts, des objectifs et des attentes des acteurs impliqués d'une part, mais dont les origines se situeraient aussi dans les contextes historiques et les pratiques de la cette coopération, d'une part. Une coopération, ou plus exactement une « solidarité internationale », qui a longtemps fait de certains de ses acteurs (principalement du Nord), des « donateurs » et, d'autres (majoritairement du Sud), des « receveurs ». Une tendance à la verticalité Nord/Sud donnant de plus en plus l'impression que le Nord ne retirerait rien de la relation avec le Sud, à part bien sûr le redondant besoin de satisfaction morale au regard d'un certain passé historique (la colonisation). D'où une première question légitime : le Sud n'aurait-il rien à apporter au Nord dans une relation de coopération qui, par extension volontaire, est sensée être une relation faite de réciprocité et d'équilibre que l'on pourrait envisager dans un vrai partenariat?

Ainsi, aborder le débat sous cet angle permettait de lever les préjugés et de resituer les rôles et/ou les attentes possibles des différents acteurs qui s'engagent dans des actions de coopération et/ou de solidarité internationale. Elle avait aussi tout son sens et tout son intérêt, parce qu'elle permettait de répondre en grande partie aux attentes inter culturelles exprimées par les étudiants de l'ISARA. Car, en face de cette diversité de contextes (Nord et Sud), les échanges et, parfois très souvent, les chocs culturels sont inévitables! Face donc aux idées reçues et qui influencent fortement, parfois de façon malheureusement négative, les relations de partenariat et de solidarité ainsi que les jeunes qui s'y impliquent, nous avions jugé intéressant de repositionner la question de l'inter culturalité au cœur des débats sur les pratiques de la coopération et/ou de la solidarité internationale. D'où le choix du thème : « La coopération, c'est Nord/Sud ou Sud/Nord? Les acteurs de l'inter culturalité face aux idées reçues ». Un choix qui avait tout le mérite de prendre en compte, non seulement les questionnements, mais aussi et surtout l'ambition de tenter de répondre aux préoccupations et attentes des jeunes étudiants d'ISARA.

Il faut enfin souligner qu'entre l'émergence de l'idée et la formalisation du projet, s'est jouée, entre le groupe d'étudiants du CIEDEL (co-porteurs), l'association ALTAIR (co-porteuse), ISARA et le RESACOOP, une relation de joueurs de « ping-pong »!









Chacun de ces acteurs a joué un rôle majeur dans les propositions, les formulations, les redéfinitions et les précisions quand celles-ci étaient nécessaires. Nous avions mis à notre profit tous les moyens de communication disponibles (mail, téléphone, sms, skype, réunions présentielles, etc.) pour fixer les objectifs, les résultats et les activités majeures à mettre en œuvre pour les réaliser. En amont, des réunions préparatoires ont eu lieu aussi bien au siège d'ISARA avec le responsable chargé de la formation sur l'inter culturalité qu'au CIEDEL, avec la Chargée de la coopération décentralisée au RESACOOP. Ces différentes rencontres ont permis d'affiner le projet, de le présenter et de mettre en place un plan de travail et de budget pour sa mise en œuvre.

2- Stratégie de mise en œuvre de l'action

La stratégie de la mise en œuvre du projet se décline comme suit :

- Phase de la conception du projet : montage du dossier ;
- Phase de la mobilisation des acteurs (participants, intervenants) ;
- Phase de la réalisation de l'action

2.1- Phase de la conception : montage du dossier

Une série de réunions a été organisée au CIEDEL entre les porteurs du projet d'une part et d'autre part avec le responsable du module coopération décentralisée, le RESACOOP (une structure d'appui des collectivités territoriales dans leurs actions de coopération décentralisée) et l'ISARA.

Ces rencontres ont permis d'élaborer un plan de travail et d'identifier des tâches et responsabilités. Les acteurs impliqués à savoir : les 4 étudiants initiateurs du projet, la représentante de l'Association ALTHAÏR, le CIEDEL, le RESACOOP et l'ISARA, ont défini les rôles et les principales activités à mener.

Les initiateurs de l'action ont été chargés de monter un dossier de projet de la conférence. Ce dossier devait reprendre les éléments du contexte, les objectifs (général et spécifiques), les résultats attendus, les activités principales, les moyens (matériels, financiers, humains) et le planning. A l'interne, les tâches ont été reparties entre les membres et les délais de mise en commun du travail fixés.

2.2- Phase de la mobilisation des acteurs

La mobilisation des participants et des intervenants a été confiée à Althair et aux initiateurs du projet. L'association Althair s'est principalement chargée de mobiliser le maximum d'étudiants de l'ISARA. D'autres acteurs comme les professeurs et les professionnels de la coopération confrontés à la question de l'inter culturalité ont été mobilisés.









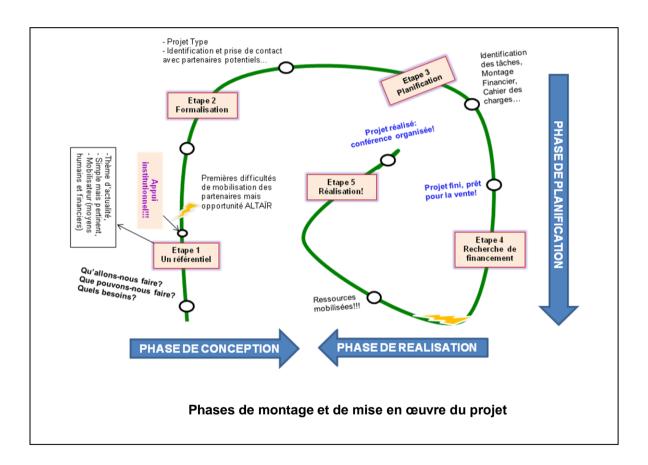
Les affiches publicitaires réalisées par les porteurs du projet ont permis d'atteindre le plus grand nombre d'étudiants aussi bien du CIEDEL, de l'ISARA et, au-delà, de l'Université Catholique de Lyon.

Le moyen de communication le plus efficace utilisé pour faciliter les contacts avec les intervenants était le téléphone portable et l'internet via les mails.

2.3- Phase de réalisation de l'action

Chaque partenaire a joué un rôle clé dans la mise en œuvre de l'action. Les porteurs du projet ont élaboré le chronogramme du déroulement de la conférence et assuré la gestion matérielle de la salle ainsi que du temps.

L'organisation du buffet s'est faite aussi conjointement, chaque porteur du projet ayant pris sur lui une partie du budget qui y était associé.



3- Ressources mobilisées

Les ressources humaines

Initiateurs et organisateurs :

La conférence a été initiée et organisée par le groupe constitué de AGBO GBATI Kossi, MBAINAREM Nathaniel, TCHASSAMA S. Rakiatou, TENGUIANO Fara Emile,









étudiants au CIEDEL et inscrits à l'IPC Lille pour le compte du Master en Ingénierie de Projet de Coopération. Elle a été co-portée par les étudiants d'ISARA à travers l'association ALTAÏR. Cette association loi 1901 créée en 1989 par des élèves ingénieurs en agriculture au sein de l'Institut Supérieur d'Agriculture du Rhône-Alpes (ISARA). Association de **sensibilisation** et d'action pour un **développement respectueux** de l'homme dans son environnement ; elle a pour but de sensibiliser les citoyens aux enjeux des domaines tels que l'**agriculture** et l'alimentation et d'œuvrer, à son échelle, sur le plan **international** et **local**. ALTAÏR est en partenariat actif avec les pays du Sud, principalement avec le continent africain. L'association écoute et analyse les besoins des organismes partenaires et tente de répondre à leurs attentes par l'envoi de stagiaires en mission d'études ou de développement. Depuis quelques mois, l'association développe son axe environnemental par son implication dans un groupement associatif de réflexion sur les alternatives écologiques et sociales.

A ce titre, elle a été particulièrement intéressée par la thématique sur l'inter culturalité. En effet, ce sujet a suscité chez ces étudiants un questionnement permanent du fait de leur volonté à s'ouvrir à l'international. Ainsi, la tenue de cette conférence devait enclencher un processus de réflexion qui faciliterait à court, moyen et long terme une démarche d'appropriation d'attitudes et de comportement en vue de leur intégration dans le milieu où ils seront.

Personnes ressources associées à la facilitation :

- Le Resacoop a joué un rôle de facilitateur dans tout le processus (de l'émergence de l'idée, la définition de la thématique, à la réalisation de la conférence). Il a été représenté tout au long du processus par Mme Corinne LAJARGE (Chargée de mission à la coopération décentralisée et à la fois, enseignante au CIEDEL). Plusieurs séances de travail et d'échanges d'informations ont permis la réalisation de l'action.
- La présence à cette conférence de deux élus (DJATI Amadou, DRAME Daouda étudiants du CIEDEL), a permis d'étayer les propos de l'intervenantes par des vécus de la coopération au Niger et au Sénégal.
- L'ISARA (Institut de Sciences Agricoles de Rhône-Alpes) a été représenté par Monsieur Alain GAY (Enseignant à l'ISARA). Il a assuré la modération de la soirée.
- Le CIEDEL, par le biais de son Directeur des Etudes (Monsieur Olivier THOME) a apporté son expertise dans les réflexions.

Schéma des acteurs mobilisés et interactions

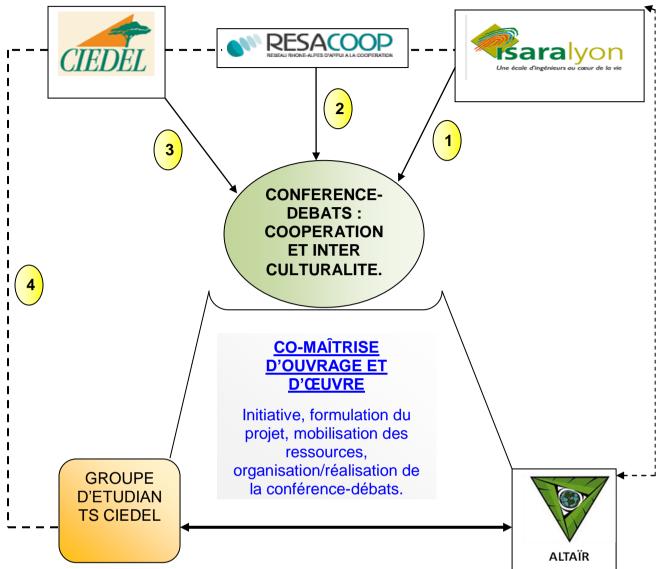








ACTEURS MOBILISES ET RELATIONS



Notes sur le schéma

- ISARA en tant qu'institution de formation a mis son cadre (un local sonorisé plus matériels de communication, etc.) à la disposition d'ALTAIR et du Groupe d'étudiants CIEDEL. Un apport qui a été déterminant dans la réalisation du projet. ISARA est aussi intervenu, par le biais du Professeur Alain GAY, pour modérer les échanges de la soirée. Il a ainsi assuré une partie de la maîtrise « d'œuvre associée » par les porteurs à lui et au RESACOOP.
- Le RESACOOP est aussi intervenu, par le biais de sa chargée de mission Coopération décentralisée, en apports techniques et compétences par la facilitation de la soirée. La chargée de mission a notamment fait une présentation illustrée de vidéos sur les pratiques de la coopération décentralisée et la place des cultures dans ces relations. Le RESACOOP a aussi assuré une partie de la maîtrise d'œuvre associée avec ISARA.











- Le CIEDEL est aussi intervenu, en tant qu'institution d'origine du Groupe d'étudiants co-porteurs du projet, pour faciliter les relations avec ISARA. La présence de son Directeur des études (Monsieur Olivier THOME) au cours de la conférence a été aussi très bénéfique pour les participants en termes d'apports/expertises sur la question pour alimenter les réflexions.
- 4 Ensemble d'acteurs intervenus à un moment pour appuyer et/ou faciliter (techniquement, matériellement et/ou financièrement) la réalisation du projet.

Les cibles (participants à la conférence-débats)

42 participants à la conférence (étudiants CIEDEL et d'ISARA. Un effectif qui aurait été plus important si la date de la conférence n'avait pas coïncidé avec la période de stages et/ou d'évaluation dans les deux structures.

Les ressources matérielles et financières

Ressources matérielles

Un des amphis a servi de salle de conférence (Local sonorisée avec connexion X)

Matériel didactique : Film, CD, ordinateur, affiche, internet

Ressources financières

Budget de l'action

			Coût	Coûts (en
Dépenses	Unité	# d'unités	Unitaire	Euro)
1- Ressources humaines				
1.1- Facilitateurs de la soirée	par facilitateur	2	250	500
1.2- Buffet pour les participants	par participant	50	3,9	195
Sous-total Ressources humaines				695
2- Mobilier, matériel d'ordinateurs				
2.1- Apports en matériels didactiques (2	pour les trois			
ordinateurs, 2films et 1CD)	matériels	1	150	150
2.2- Vidéoprojecteur	par jour	1	100	100
Sous-total Mobilier, matériels d'ordinateurs				
3- Local				
Location d'une salle de conférence (Amphi 300				
équipé d'une sonorisation et d'une connexion WIFII)	par jour	1	300	300
Sous-total local				300
4-Autres coûts services de publicité				
Main d'œuvre conception et impression d'affiches				
publicitaires	par affiche	10	5	50
Sous-total autres coûts services de publicité				
TOTAL COÛTS DIRECTS				









<u>NB</u>: en dehors du buffet, toutes les autres dépenses du budget ont été couvertes par des apports valorisés, soit en ressources humaines et/ou matérielles. Soit un apport monétaire de 15% et un apport valorisé de 85% du budget total.

4- Les outils mobilisés

Trois outils ont été essentiels dans le montage et la mise en œuvre de ce projet. Il s'agit du cadre logique, du planning et de l'organigramme des tâches.

> Le cadre logique

Outil essentiel à la gestion d'un projet, il nous a notamment permis d'élaborer le profil ou le squelette de la Conférence-débats. Reprenant le but, les objectifs spécifiques, les résultats attendus, les activités à réaliser, les moyens, les indicateurs objectivement vérifiables, les sources de vérification et les hypothèses importantes, ce profil nous permettait de savoir si la conception du projet état logique ou non.

Le planning

Le planning nous a permis de définir et de valoriser les différentes tâches constitutives du projet (délais, ressources engagées, responsabilités de chacun des partenaires, etc.). Cette sorte de canevas nous permettait d'avoir une lecture plus ou moins précise du contenu du projet et surtout éviter de divaguer dans la mise en œuvre. Ce fut aussi un excellent outil pour maîtriser l'engagement des ressources du projet. Il nous a enfin permis de valoriser, en termes monétaires, l'apport de chaque partenaire par ses interventions et responsabilités, en vue d'en établir des coûts correspondants.

L'organigramme des tâches (OT)

Il nous a permis d'établir le « breakdown » ou la décomposition exhaustive des différentes tâches du projet et d'en établir des responsabilités pour chacun des partenaires concernés. L'OT a essentiellement déterminé la gestion cohérente dont a bénéficié le projet-ci, en favorisant notamment, en fonction des objectifs fixés, une bonne structuration des tâches à accomplir, une communication efficace entre les différents acteurs impliqués et, par-dessus tout, une bonne gestion.

II- Résumé de la soirée

La soirée a commencé autour de 18h30 avec le mot introductif de M. Alain GAY, enseignant à l'ISARA. Tout en souhaitant la bienvenue aux participants à la conférence, il s'est réjoui de l'effectivité de cette activité qui est la matérialisation d'une dynamique partenariale entre le CIEDEL et l'ISARA. Une dynamique de partage et d'apprentissage entre d'une part, les jeunes étudiants de son institution et ceux du CIEDEL d'autre part. Pour lui en effet, la diversité des acteurs (étudiants du CIEDEL, venus pour la plupart des pays du Sud et étudiants d'ISARA avec chacun, des trajectoires culturelles, sociales et professionnelles différentes et variées) réunis









à l'occasion, traduit l'importance de la prise en compte de l'inter culturalité dans les pratiques de la coopération et/ou de la solidarité internationale.

Du coup, il mettra un accent particulier sur l'importance des valeurs humaines. Lesquelles valeurs sont selon lui, au centre de la philosophie de formation et du projet éducatif des étudiants de son institution. L'exercice dans la société de leurs rôles en tant que citoyens les engage fortement à l'ouverture à l'autre. Or il est souvent noté des préjugés, des a priori persistants dans la pratique de l'altérité. D'où la nécessité d'une déconstruction des représentations en vue d'y aller avec rigueur. La mise en situation évoque souvent des sensibilités que les acteurs de la coopération sont constamment invités à décoder afin de parvenir à l'acceptation sans préjugés de la différence. L'intérêt pour les acteurs de développement à pratiquer l'interculturalité apparait ainsi clairement.

L'inter culturalité apparait comme une démarche de mise en cause de l'ancienne modalité de gestion du rapport similitudes-différence qui ébranle à la fois les limites entre le moi et le non-moi et les attributions qui accompagnent les opérations de catégorisation. Le préfixe « inter » du terme « interculturel » sous-entend une relation ou plus précisément ce qui relève de l'altérité. Par conséquent, l'interculturel prend en compte les interactions entre des individus ou des groupes d'appartenance, c'est-à-dire la confrontation identitaire. Il ne correspond pas à une réalité objective, mais à un rapport intersubjectif qui s'inscrit dans un espace et une temporalité donnés. C'est l'analyse qui confère à l'objet étudié un caractère « interculturel » (Abdallah-Pretceille, 1999, p. 49).

Dans cette optique, les différentes interventions lors de cette soirée ont permis d'approfondir la réflexion autour des enjeux y relatifs en lien avec la coopération décentralisée.

Ces interventions ont permis d'abord de :

- situer le contexte et la problématique de la conférence, inspirée notamment par la dynamique relationnelle entre le global et le local, les enjeux liés au développement local et la participation local qui passeraient aujourd'hui par le moyen de la coopération décentralisée, l'ouverture des cultures. Monsieur AGBO Gbati Kossi dans son intervention a souligné que le contexte actuel de mondialisation participe davantage à renforcer autour d'enjeux communs l'interrelation territoriale. L'encouragement à l'intercommunalité par les logiques de coopération décentralisée au sein d'un même pays, le développement partenarial entre des collectivités territoriales de pays différents en est la preuve.
- partir d'un film sur une coopération décentralisée entre la Région de Picardie et le département de Koni Madaoua, au Niger, montrant les enjeux multidimensionnels de relations partenariales entre les acteurs du Nord et









ceux du Sud (attentes résultant souvent des représentations chacun dans cette relation). Trois points ont pu être abordés :

définition de la coopération, entendue comme action de participer à une œuvre commune. La coopération se caractérise par l'aide aux pays dits moins développés. Cette aide se faisant sous forme de subventions, prêts... est loin de recouvrir les mêmes réalités. En effet, les conditionnalités de l'aide sont telles que la situation apparait aujourd'hui comme très descendante, allant du Nord au Sud.

Les acteurs qui y travaillent sont multiples et variés. Entre autres acteurs, les Nations Unies, les organisations régionales, continentales (Union Européenne. Banque Africaine de Développement, collectivités territoriales. citoyens...) interviennent suivant des logiques bien déterminées.

- la coopération, toujours d'actualité : en partant de la définition de la coopération (bilatérale, multilatérale et aujourd'hui décentralisée), considérée comme une relation entre deux ou plusieurs acteurs autour des questions et d'enjeux d'intérêt pour les populations à la base. Car le processus de décentralisation amorcé dans la plupart des pays du Sud met au centre des problématiques liées à plusieurs secteurs. Par exemple l'eau, l'éducation, la santé, les infrastructures, etc. Les motivations à coopérer reposeraient sur des sources diverses dont le souci de vivre ensemble aujourd'hui et demain, ainsi que pour certains acteurs, le partage d'un passé commun. Allusion est ici faite à la colonisation et à ses conséquences persistantes, troublant jusqu'ici la « bonne collaboration » entre acteurs du Nord et du Sud. Pour l'intervenante sur cette question, le discours encore souvent emprunt de subjectivité aujourd'hui est une des preuves de ce malaise. Certains problèmes sont récurrents, tels que : l'articulation des actions sur le terrain, la gestion du passé de la coopération, la pensée selon laquelle le Sud seul peut être considéré comme terrain privilégié de la coopération.
- Le dialogue et l'écoute, dimension interculturelle de la coopération : tout en rappelant les méfaits des préjugés, chaque acteur devrait se décentrer sur ses perceptions qui pourraient constituer des freins à l'établissement d'une relation partenariale durable. C'est donc une invitation à la création des alliances à différentes échelles pour inverser les pratiques actuelles de la coopération caractérisées quelques fois et souvent par l'exercice d'un rapport de force. Le développement d'une politique de plaidoyer envers les politiques pour plus de transparence et de démocratie sont des moyens d'action.









Cette séquence qui a été facilitée par Madame Corinne LAJARGE a permis d'élucider les zones d'ombre en termes de conditions favorisant ou entravant les relations entre acteurs autour des enjeux collaboratifs communément identifiés. Aussi, la logique interculturelle instruirait les acteurs en présence à une prise de conscience sur la valeur singulière de chacun, avec ses représentations, valeurs et engage ainsi à un effort de concession et de compréhension mutuelle et permanente.

III- Difficultés rencontrées et leçons tirées

1- Les difficultés rencontrées

Les difficultés se situent à différents niveaux et s'expliquent par le contexte nouveau dans lequel l'activité était appelée à se dérouler. Il s'agit notamment de :

- l'identification des partenaires intéressés par le portage du projet, pour impulser des actions qui permettraient à l'avenir de produire une sorte d'effet de boule de neige ;
- la mobilisation des personnes ressources pour la facilitation et l'animation dans un esprit de partage sur leurs expériences en rapport à la question d'inter culturalité et coopération;
- la méconnaissance par les porteurs des structures susceptibles de financer les actions de cette taille (petits projets) n'a pas facilité une mobilisation suffisante mais surtout rapide des ressources financières et matérielles ;
- l'adaptation aux programmes des différents acteurs impliqués dans la réalisation du projet a amené plusieurs reports. La plupart des étudiants (CIEDEL et ISARA) était soit en stage, soit en période d'évaluations.

2- Les leçons tirées

Il s'est dégagé une satisfaction totale de la part des participants à cette conférencedébats qui a permis, selon la plupart d'entre eux (étudiants de l'ISARA notamment et pour qui fut intervenue la modification de la thématique à traiter), désirant s'engager dans des actions de solidarité internationale, de lever les potentielles sources d'incompréhension entre les acteurs en présence sur le champ du développement. Ainsi, une nécessaire préparation à la reconnaissance de la légitimité de l'autre (dans sa différence et ses valeurs) et à son acceptation sans assimilation serait la clé d'une ouverture « réussie ». Le souhait par les participants de pérenniser de tels échanges entre le CIEDEL et l'ISARA trouve ici tout son sens.

Heureusement, le bénévolat et le sens de réussite dont ont fait preuve les différents acteurs impliqués ont permis l'effectivité de cette entreprise. Ce qui ne devrait pas occulter les difficultés de financement auxquelles le groupe a fait face, emmenant ainsi le groupe d'étudiants co-porteurs du CIEDEL et les membres de l'association









ALTAÏR à mettre la main à la poche. Une autre dimension du bénévolat à mettre à l'actif des co-porteurs.

Nous relevons deux éléments de faiblesse que nous inscrivons dans une perspective d'amélioration :

- l'activité aurait gagné plus en termes de mobilisation de ressources (humaines, matérielles et financières) si son organisation avait démarré plus tôt ;
- nous retiendrons aussi que pour toute activité de formation, de réflexion et/ou de sensibilisation comme celle-ci, des éléments contextuels (gestion des calendriers, du temps, des rendez-vous, des ressources, etc.) sont importants à prendre en compte par les organisateurs.

Conclusions

Il résulte des débats qui ont animé la conférence que l'instauration d'un dialogue interculturel, mené dans un esprit de tolérance, de partenariat et dans un souci de compréhension et de respect mutuel des cultures, deviendrait un puissant facteur de promotion de la paix, de la démocratie, des droits de l'homme et, au-delà, du développement.

Tous les intervenants ont souligné, à cette fin, que l'acceptation de l'un et de l'autre, conditionnerait le succès d'une cohabitation interculturelle. Ne disons nous pas souvent que la diversité est une richesse, lorsque, bien comprise, elle aide à la découverte, à la (re)connaissance de l'autre et à la circulation innovatrice des idées.

Se défiant de toute naïveté, les participants, en majorité des étudiants, futurs acteurs de la solidarité internationale se sont attachés à identifier très lucidement les obstacles ponctuels ou historiques qui rendent ce dialogue parfois difficile. Les asymétries du respect et de l'intérêt pour l'altérité (c'est-à-dire l'autre mais aussi sa culture), l'inégalité de la mémoire d'une histoire partagée, mais aussi l'inégalité dans le modèle de référence (c'est-à-dire l'Europe civilisatrice comme modèle de référence des autres, sans réciprocité) sont quelques unes des causes qui ont été identifiées.

Aucune difficulté n'est cependant insurmontable, dès lors que le dialogue est conduit sans arrière-pensée par des acteurs soucieux de la compréhension de l'autre et fermement décidés à construire un système de relation fondé sur des valeurs communes.

Bref, affirmons sans passion, que nul ne saurait s'ériger en dépositaire exclusif d'une modernité, par essence, inaccessible à l'autre. La modernité est un thème qui se décline en une multitude de variations que cimentent, toutefois, l'adhésion à certaines valeurs essentielles, en particulier les droits de l'homme au sens le plus large possible de l'expression et les principes démocratiques pour reprendre ainsi le







Professeur Roger KOUDE de l'Institut des Droits de l'Homme de Lyon (IDHL, Université Catholique de Lyon).

Annexe1 : quelques photos de la conférence

Annexe2 : affiche de la conférence-débats











Monsieur Alain GAY de ISARA en ouverture de la Conférence



Madame Corinne LAJARGE (à droite) du RESACOOP lors de son exposé



Monsieur Oliver THOME, Directeur des études au CIEDEL lors d'une intervention



Quelques participants à la Conférence























